

Monsieur le Président,

Je suis heureux de cette première possibilité qui m'est donnée de m'adresser à la session annuelle de l'OCDE au niveau ministériel et de vous livrer certains objectifs et certaines perceptions du Canada sur les questions commerciales.

À la suite de la publication du rapport opportun et constructif du Secrétaire général et à la lumière des événements qui nous attendent, les questions commerciales sont d'une importance cruciale cette année.

Ce n'est pas le fait du hasard que l'incertitude règne en période de récession prolongée. Les valeurs fondamentales et les grands principes directeurs en matière de commerce sont accueillis avec scepticisme. La confiance - l'ingrédient premier d'une véritable reprise économique - s'avère également le produit le plus "insaisissable" de l'heure. Au Canada, nous avons vu le chômage grimper de 7,3 % au premier trimestre de 1981 à 8,6 % au premier trimestre de 1982, soit une hausse de 18 %. Les données pour avril indiquent un relèvement à 9,6 %, après corrections pour variations saisonnières. C'est le taux le plus élevé que nous ayons connu depuis la Grande Crise.

Nous n'avons pas le monopole de statistiques comme celles-ci, et je reconnais que les préoccupations qu'elles suscitent au Canada quant à notre capacité de reprise, à la crédibilité et à l'efficacité d'un système commercial ouvert ainsi qu'à "l'équité" des relations commerciales sont partagées par nombre de membres de l'OCDE.

Notre gouvernement est soumis à de fortes pressions de la part des milieux d'affaires et du monde syndical canadiens pour endiguer le flot des importations dans certains secteurs et protéger nos emplois. Nous reconnaissons que notre incapacité de résister à ces pressions ne ferait qu'empirer les choses, mais il devient de plus en plus difficile pour les institutions démocratiques d'y résister. On perçoit de façon nette que le marché canadien est plus ouvert que ne le sont certains marchés étrangers à l'égard des fournisseurs canadiens.

Seuls, les échanges commerciaux et un engagement purement verbal à l'égard d'un système commercial renforcé ne renverseront certes pas la situation. Pas davantage d'ailleurs que les mesures protectionnistes. Cette voie a été prospectée il y a un demi-siècle et a prouvé sans l'ombre d'un doute ses lacunes fondamentales.

Il nous faut miser d'abord et avant tout sur une reprise rapide de l'économie américaine, une reprise qui